

Ce texte en anglais nous a été transmis par la revue « Ni Patrie Ni Frontière » (Voir le site bien fourni de cette bonne revue à cette adresse : <http://mondialisme.org/spip.php?rubrique1>).

Son titre originel est « Postrevolutionary Pioneer : Anarchist María Luisa Marín and the Veracruz Renters's Movement ».

Sa traduction a été réalisée par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen en avril 2011. On peut trouver d'autres traductions en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

PIONNIÈRE POST-RÉVOLUTIONNAIRE : L'ANARCHISTE MARÍA LUISA MARÍN ET LE MOUVEMENT DES LOCATAIRES DE VERACRUZ (1)

**PAR ANDREW GRANT WOOD
(UNIVERSITÉ DE TULSA)**

**Camarades : Vive l'amour universel ! Vive l'émancipation de la femme ! Vive le communisme !
Vive l'humanité libre ! Femmes ? À la lutte !**

María Luisa Marín, 1923.

Quand les prostituées dans le quartier ouvrier de La Huaca cessèrent de payer leur loyer à leurs propriétaires en février 1922, elles allumèrent un mouvement de protestation sociale qui allait bientôt impliquer plus de la moitié de la population de la ville. Lassés par les mauvaises conditions de logement, les loyers excessifs et le harcèlement constant des collecteurs de loyers, les résidents de quelques uns des quartiers les plus pauvres du port, côte à côte avec des anarchistes locaux/ales et des membres du Parti communiste Mexicain fondèrent le Syndicat Révolutionnaire des Locataires (*Sindicato Revolucionario de Inquilinos*) dirigé par l'agitateur local Herón Proal. Comme la mobilisation grandissait, les protestataires appelèrent d'abord à des réformes spécifiques du logement mais ensuite ils/elles ajoutèrent un certain nombre d'autres demandes influencées par les idéaux internationalistes de cette époque : l'abolition de la propriété privée, l'émancipation des travailleurs/euses et l'éventuelle abolition de l'État.

Les manifestations impliquèrent des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. À la fin du mois de mai, environ 30 000 personnes avaient cessé de payer leurs loyers. À ce moment, les occupants de plus de 100 immeubles d'habitation (*patios de vecinidad*) - consistant en une suite de chambres situées autour d'une cour centrale où les résidents partageaient des cuisines et des sanitaires communs - déployèrent des bannières rouges et des panneaux sur lesquels on pouvait lire : « je suis en grève et je ne paye pas de loyer » (*¡ Estoy en huelga y no pago renta !*). Une fois que la protestation fut en cours, des confrontations régulières entre les propriétaires, les administrateurs d'immeubles d'habitation, les locataires indociles, les vendeurs/euses des marchés, la police et les politiciens aidèrent à créer un climat social tumultueux qui persista durant l'essentiel des années 1920.

Avec l'aide du gouverneur populiste Adalberto Tejeda, les protestataires établirent ce qu'ils/elles appelèrent des campements « communistes » (*colonia comunista*) à la lisière de la ville et commencèrent un travail d'organisation parmi les ouvriers agricoles dans tout l'État (2). S'ajoutant à la vibrante culture d'opposition dans la cité portuaire, qui incluait l'action militante syndicale, quelques locataires radicaux/ales écrivirent des articles pour le journal communiste local « El Frente Unico », tandis qu'ils/elles produisaient aussi une publication radicale appelée « Guillotina ».

Inspiré par les événements dans le port, les protestations des locataires s'étendirent dans plusieurs autres villes de l'État de Veracruz dont Orizaba, Córdoba et Jalapa. Au même moment des activistes lancèrent

des grèves à grande échelle à Mexico et Guadalajara tandis que d'autres commencèrent aussi, à Mérida, Puebla, San Luis Potosí, Mazatlán, Monterrey, Tampico, Aguascalientes, Torreón et Ciudad Juárez, des efforts d'organisation des locataires. Bien que manquant de toute coordination centrale, les nombreux/euses femmes et hommes qui rejoignirent ces actions collectives constituèrent essentiellement un mouvement social urbain pionnier dédié à la cause de la réforme du logement dans le Mexique post-révolutionnaire (3).

De manière intéressante, ce fut la forte présence des femmes dans les protestations de Veracruz durant ces années là qui attirèrent l'attention de nombreux observateurs/rices extérieurs. Le fait qu'il y en eut autant à participer au mouvement durant ces années amena un participant masculin à qualifier plus tard le mouvement comme « une rébellion féminine » (4). Occasionnellement certains critiques argumentèrent que le leader des locataires, Proal, avait sélectionné un échantillon de femmes séduisantes parmi les grévistes, « les conquérant avec ses étranges théories ». Toutefois, contrairement à de telles affirmations, les sources historiques suggèrent que les femmes agissaient, dans une large mesure, comme actrices autonomes dans le mouvement des locataires, même si presque toutes demeurèrent anonymes. Remarquable parmi ces femmes activistes, bien que mentionnée occasionnellement dans les sources historiques disponibles pour un historien de l'époque, il y avait une militante récemment arrivée de Mexico. Son nom était María Luisa Marín.

María Luisa Marín était une jeune femme inspirée par les idées révolutionnaires de l'époque. Dans une rare photographie de 1923 montrant 28 femmes affiliées au Syndicat révolutionnaire des Locataires, on trouve María Luisa au centre du groupe. Se tenant au milieu de 27 autres militantes dans la seule photographie qui identifie par leur nom les locataires féminines en lutte, María Luisa apparaît comme une métisse d'environ 25 ans avec des nattes de longs cheveux noirs, de constitution moyenne, avec un regard légèrement malicieux, mais déjà déterminé, qui suggère qu'elle joue un rôle important dans l'organisation des femmes de Veracruz.



Groupe de locataires (1923) – Archives Générales de la Nation, Mexico.

Marín, avec ses frères Lucio et Esteban, était venue à Veracruz avec l'objectif d'aider à l'organisation des travailleurs/euses. Bien que nous ne sachions presque rien de sa vie antérieure à ce moment, il est clair qu'elle a dû acquérir une expérience préalable dans le mouvement anarcho-syndicaliste. Peu après être arrivée à Veracruz au cours de l'été 1922 elle émergea rapidement comme une force motrice de la contestation, rassemblant plusieurs femmes locataires dans un puissant groupe anarchiste connu sous le nom de Fédération des Femmes Libertaires (*Federación de Mujeres Libertarias*) (5).

Elles s'accordèrent sur un pacte mutuel qui stipulait que si unE quelconque locataire étaient en danger d'être expulséE, une alerte générale serait déclenchée pour appeler les autres locataires à venir les défendre. Armées de sifflets et d'un fort engagement en faveur de la justice sociale, ces femmes défiaient régulièrement les administrateurs d'immeubles, la police et d'autres locataires hostiles au syndicat. Elles faisaient également campagne dans les marchés locaux où elles encourageaient les domestiques à organiser un syndicat et à faire grève pour de meilleurs salaires. Généralement ces femmes anarchistes exprimaient une politique populaire qui se jouait dans les rues, les parcs, les places, les *cantinas*, les auditoriums, les locaux syndicaux, les bureaux gouvernementaux, le parlement de l'État et même dans la prison municipale de Veracruz.

Les récits des journaux se référaient occasionnellement à María Luisa comme étant la « partenaire de Proal ». La rumeur affirmait qu'elle était l'amante de l'anarchiste, mais elle était plus que juste la sous-fifre de l'influent leader des locataires. María Luisa coordonnait de nombreuses activités du Syndicat Révolutionnaire. Au cours de la contestation, elle emprunta librement à la pensée anarchiste, communiste, nationaliste mexicaine et, à un certain point, à celle des débuts du féminisme pour défier les élites. Ses discours, ses séjours en prison et sa participation à la grève des loyers exprimèrent de manière constante sa revendication de solutions radicales aux problèmes sociaux. À travers des actions directes anarchistes, des rassemblements publiques, des pétitions et de la propagande, elle s'établit elle-même comme un véritable élément vital du mouvement mexicain des locataires. Bien que largement oubliée, María Luisa Marín représente pour nous une génération de femmes mexicaines inspirées par les idées révolutionnaires et passionnément dédiées à la cause des droits humains, aux pratiques de logement équitables et à la justice économique. Deux questions sont fondamentales et centrales dans l'explication du développement de la contestation des locataires dans les villes mexicaines : 1) une rapide urbanisation au début du 20^{ème} siècle et 2) le changement institutionnel et politique au Mexique dans la décennie qui a immédiatement suivi la Révolution de 1910.

L'arrière-plan de la contestation populaire urbaine

En 1907, un visiteur commenta à propos des changements de conditions et de statuts de la capitale nationale : « La ville de Mexico représente le Mexique progressiste. En elle est concentrée la santé, la culture et le raffinement de la république. C'est le centre politique, éducatif, social et commercial de tout le pays. Mexico est ce que Paris est à la France... On peut y trouver les mêmes éblouissements et paillettes d'une métropole aimant les plaisirs » (6).

Semblables aux villes nord-américaines et européennes de l'époque, les urbanistes à Mexico transformèrent l'aire métropolitaine en un lieu neuf et amélioré pour la consommation et le pouvoir d'État. Ces importantes modifications incluaient l'établissement de services électriques, l'amélioration de la fourniture d'eau, le drainage, des routes et le téléphone (7).

Commençant avec l'élargissement, le pavement, l'illumination et l'embellissement du *Paseo de la reforma* dans les années 1860, les résidentEs de Mexico virent de manière croissante une transformation accélérée de l'espace urbain. En 1857 les tramways articulèrent de nouvelles connections entre le centre et les nouveaux districts de banlieue de Tacubaya, La Villa, Tlalpan et San Angel. Graduellement, de nouvelles *colonias* (Cuauhtémoc, Judrez, Roma, Condesa) s'élevèrent sur les terres hautes à l'ouest. La majorité de la population demeurait encore toutefois dans le centre de la ville. Derrière un mince placage de modernité en marche, un nombre grandissant de gens vivaient dans une pauvreté grinçante (8).

En fait presque un quart des résidentEs de Mexico vivaient dans des immeubles d'habitation délabrés au tournant du 20^{ème} siècle. Alors, comme la population de la ville augmentait de 59% entre 1900 et 1920, les problèmes associés au logement populaire empirèrent (9). Connus sous le nom de *vecindades*, beaucoup d'immeubles du centre avaient été façonnés sur des structures de l'ère coloniale qui avaient autrefois servi de résidences pour des familles seules et leurs servantEs (10). Sans surprise, de nombreux propriétaires tirèrent avantage de la situation. À cette époque le journal « *El País* » décrivait des quartiers populaires dans la ville comme des « centres de maladies et de mort » car il était connu que parfois plus de sept personnes partageaient une seule chambre louée. Des estimations montrent que presque 16% de la population de la ville était sans abri. S'ils/elles pouvaient supporter la taxe de quelques *centavos*, certainEs logeaient dans des maisons publiques (*mesones*) (11).

Ce fut en partie le renouveau urbain - ou « la pioche des démolisseurs » comme le dit un observateur- qui avait contribué à une crise croissante du logement. Des résidentEs déplacéEs du centre-ville se déplacèrent dans des zones à l'est et au nord de la place principale où des milliers de gens s'entassaient dans des immeubles surpeuplés. Les districts 1 et 2 (à l'est du *Zócalo*, la place centrale de la ville) voyaient les plus hauts niveaux de surpopulation. Là bas les locataires manquaient des services basiques de fourniture et d'évacuation des eaux. Ces zones enregistraient les plus hauts taux de mortalité de la ville vers 1900. Au même moment, d'autres endroits, des points de peuplement illégaux à la périphérie de la ville comme La Bolsa, Valle Gómez, Cuartelito (plus tard Obrero), voyaient également peu ou pas de connections avec les services municipaux.

Quand le Département du Travail mexicain publia son rapport sur le logement populaire en 1920, les conditions s'étaient encore dégradées. Comme l'étude le révélait : « À quelques mètres du *Zócalo* et de la rue du 5 mai on peut trouver des maisons en ruines où des douzaines de familles dorment exposées aux intempéries ou parmi des centaines de rats ou des légumes en décomposition... la majorité de ces ruines et centres de maladies sont possédés par des gens bien portants et bien connus » (12).

Les autorités trouvèrent beaucoup d'immeubles dans la capitale qui étaient dans un état « pathétique » et « en ruines ». Elles établirent aussi que depuis 1914 de nombreux loyers à Mexico avaient jusqu'à triplé et qu'ils « absorbaient maintenant jusqu'à 30% d'un salaire ouvrier » (13). En conséquence, un rapport de décembre 1922 rédigé par le Département du Travail établit que les loyers dans les 8 différents districts de Mexico avaient encore augmenté de manière significative après 1917. Similairement, le coût du logement populaire avait augmenté à des taux comparables dans d'autres villes mexicaines comme Guadalajara et le port de Veracruz.

Le développement ferroviaire aida à assurer la place de Guadalajara en tant que centre d'un marché régional qui s'étendait aux États de Colima, Nayarit, Sinaloa et Sonora. À ce moment là, la seconde ville du Mexique accueillait un nombre croissant de maisons à 2 étages et voyait l'introduction de l'éclairage électrique, d'un réseau de trolley, l'amélioration de la fourniture d'eau et d'autres services urbains dans des zones clés. Les travailleurs construisaient de nouvelles écoles, des hôpitaux et des marchés tandis que les élites fondaient une université d'État. Dans les années 1880, la ville devint la capitale de l'État (14).

Comme des vagues de migrantEs ruraux/ales venaient à la ville à la fin du 19^{ème} siècle, beaucoup de gens des classes laborieuses de Guadalajara établirent des quartiers populaires à l'est et au nord du district central. Bientôt de nouvelles zones urbanisées s'élevèrent également à l'ouest. En 1880, des observateurs comptèrent 812 blocs d'habitations alors qu'il n'y en avait que 334 en 1800. Dans les décennies suivantes, l'urbanisation allait continuer à s'étendre rapidement, amenant finalement des infrastructures, des services urbains et des logements. Une distribution inégale des services urbains résulta de la mise en forme de ce qu'un érudit appela une « ville divisée » : « la localisation des services urbains favorisait et renforçait la structuration de la ségrégation de classes. Les systèmes de transport dans la zone centrale étaient conçus pour améliorer l'accès aux établissements commerciaux et aux élégantes nouvelles avenues menant aux zones résidentielles de la classe supérieure. Les services basiques tels que l'eau, des rues pavées et l'assainissement furent longs à venir jusqu'aux quartiers pauvres, malgré leur grande nécessité. En bref, plutôt que de tenter de contrer la tendance vers une ville divisée qui émergea dans les premières décennies du 20^{ème} siècle, l'État appuya les classes privilégiées en leur fournissant les ressources publiques nécessaire à leurs commodités » (15).

De manière similaire, cette tendance à favoriser les zones de l'élite aux dépens des autres se montra réelle pas seulement à Mexico et Guadalajara mais aussi dans la ville, plus petite, de Veracruz, sur la côte du Golfe.

Entre 1873 et 1902, Veracruz avait vu la réalisation d'un nouveau chemin de fer, d'un port et de facilités urbaines qui leur étaient liées (16). Et tandis que beaucoup croyaient qu'une « nouvelle ère de civilisation » avait commencé dans le port, tout le monde ne bénéficiait pas également de la croissance économique. En fait, la plupart des résidentEs vivaient plutôt dans des bâtiments hasardeux à la périphérie de la ville ou entassés dans des immeubles étroits conçus comme une suite de chambres autour d'une cour centrale (*patio de vecindad*).

Au début de novembre 1920, le journal de Veracruz « *El Dictamen* » (« *L'Opinion* ») publia un éditorial qui offrait un portrait intime des conditions de vie dans les quartiers populaires de la ville. « Les *patios*, qu'on trouvait à l'origine dans les quartiers juste au sud et à l'est du centre-ville laissent beaucoup à désirer » (17). Un exposé similaire affirmait que « l'état sanitaire des immeubles est la plus importante

question de santé publique dans la ville » (18). L'article suggérait que la responsabilité du problème en revenait aux propriétaires qui « encaissaient des loyers gonflés et faisaient peu de choses pour entretenir leurs propriétés tandis que les locataires semblaient seulement rendre pires leurs conditions déjà déplorables » (19).

En comparant les taux des loyers entre les 3 villes, des observateurs affirmèrent que les loyers à Veracruz dépassaient ceux relevés à Mexico et Guadalajara (20). En réalité le coût du logement dans le port avait considérablement bondi après la révolution. Une chambre évaluée à 10 *pesos* en 1910 était louée entre 30 et 35 en 1922 (21). Beaucoup s'accordent sur le fait que le coût des logements en location « avait terriblement grimpé, au point qu'il était presque impossible pour unE employéE d'une entreprise moyenne de trouver un abri adéquat » (22). Un journal de Mexico écrivit « le logement [à Veracruz], de même que le coût de la vie en général, a toujours été plus élevé que dans bien d'autres endroits du Mexique mais, désormais, les loyers sont tout simplement hors de contrôle » (23).

Un rapport du Département Fédéral du travail, de l'été 1922, résumait la situation du logement : « Ce bureau a des sources fiables qui suggèrent que les locataires (*inquilinos*) ont une raison légitime de protester contre les propriétaires dans le port, beaucoup d'entre eux/elles ayant construit leur propriété avec l'intention de collecter autant de loyers que possible, certainEs laissant ensuite, parfois, celle-ci dans un état d'abandon complet. Cette situation est une menace pour la santé et le bien-être d'une grande partie de la population dans le port. Des porcheries louées pour 10 *pesos* par mois en 1910 en coûtaient 15 en 1918 et sont maintenant évaluées à 30 ou 35. D'autres chambres plus petites, dans un état pire, qui pouvaient être louées pour 3 *pesos* mensuels en 1910, pour 6 en 1914, en coûtent maintenant 15. En résumé, les conditions de logement des pauvres sont dans un état de complet abandon... beaucoup sont sans eau... et la plupart vivent seulement dans des conditions d'hygiène les plus rudimentaires » (24).

Avec les rapports du gouvernement qui confirmaient les griefs des locataires, qui les résidentEs blamaient-ils/elles pour leurs conditions ? Avec la résurgence du nationalisme mexicain durant la révolution, les locataires commencèrent de manière croissante à formuler leurs demandes en des termes politisés. Un précédent important pour ce changement de conscience s'était initialement produit en 1914 avec l'occupation du port par les forces US et ensuite avec la subséquente promulgation de la constitution de 1917 par l'administration de Venustiano Carranza.

Motivée par le désir d'intercepter un arrivage allemand d'armes destiné au général contre-révolutionnaire Victoriano Huerta, l'invasion nord-américaine de Veracruz imposa une nouvelle discipline sanitaire dans la ville en imposant aux habitantEs de nettoyer la ville et d'accomplir un nouvel ensemble de règlementations concernant la santé publique. Alors que beaucoup de gens dans le port avaient pu apprécier le fait que les ordures accumulées dans la ville soient liquidées, ils/elles ressentirent profondément les moyens employés par les nord-américains. Comme résultat, l'occupation aida à transformer la culture locale à la fois en élevant les attentes concernant le logement et la santé publique et aussi en nourrissant une nouvelle vague de nationalisme populaire. Des preuves des importants changements dans la « conscience citoyenne », provoqués par la résistance à l'invasion étrangère, peuvent être trouvées dans les statues en mémoire des héroïques défenseurs de la ville, dans des dessins de journaux, dans des fictions contemporaines, la poésie et les ballades populaires (*corridos*) ainsi que dans une vague initiale d'organisation des locataires peu après.

Tandis que la phase militaire de la révolution arrivait progressivement à son terme, la constitution de 1917 affirma conséquemment un discours officiel tentant de légitimer le pouvoir des élites révolutionnaires. En même temps, toutefois, la diffusion du document éleva également les attentes et donna aux citoyenNEs mexicainEs un langage effectif pour revendiquer des améliorations politiques, économiques et sociales.

Comme ces changements débouchaient bientôt sur une période d'euphorie, et également de féroce réaction des éléments conservateurs de l'État, les habitants de Veracruz élirent le Sénateur Adalvaro Tejeda comme gouverneur au milieu des années 1920. Au cours de son mandat, l'État devint un des « laboratoires expérimentaux » durant la décennie post-révolutionnaire. En tant que tel, des politiciens individuels comme Tejeda se virent accordés l'autonomie nécessaire pour la construction de leur propre pouvoir à travers l'usage d'appels populistes formulés dans le langage de la révolution. Ainsi, tandis que les élites révolutionnaires à Mexico travaillaient à consolider le pouvoir du gouvernement fédéral « par en haut », des leaders régionaux comme Tejeda encourageait ostensiblement des agitateurs/rices de la base - beaucoup d'entre eux/elles reliés à des organisations ouvrières, anarchistes ou communistes - à faire

campagne dans tout l'État. En faisant cela, les militantEs taraudèrent effectivement un sentiment croissant d'outrage moral ressenti par les locataires - dont beaucoup de femmes.

Les Femmes Libertaires

L'après-midi du 27 février 1922, Herón Proal rencontra près de 80 femmes dans la cour de l'immeuble La Vega. « Chères camarades, l'heure de la revendication sociale est arrivée et pour vous c'est le moment de la libération. Vous êtes de grandes citoyennes et je suis ici, mes sœurs, pour vous dire que vous pouvez brûler ces taudis immondes où vous avez été misérablement exploitées par la bourgeoisie ». Encouragé par leur chaleureuse réponse, il poursuivit : « Vous devez brûler ces maisons et détruire la bourgeoisie... Chacune d'entre vous est une femme énergique et vous ne devez pas supporter cette exploitation ». Après cela, Proal finit son discours et partit. Juste au moment où les femmes retournaient dans la rue, elles rencontrèrent leur détesté collecteur de loyers, José « el Chato » Montero. Enhardies par le discours incendiaire de Proal, elles bombardèrent le collecteur avec des pierres (25). Bientôt la nouvelle d'un mouvement de résistance en croissance rapide face aux propriétaires locaux se répandit dans les quartiers les plus pauvres de la ville portuaire. À ce moment là, un groupe de prostituées lancèrent leurs matelas dans la rue au début de mars 1922, alors presque tout le monde dans la ville sut qu'une confrontation majeure était en cours.

L'action menée par les femmes du *patio* San Salvador dans la nuit du 6 mars fournit l'étincelle initiale nécessaire au déclenchement de la lutte à Veracruz. Le jour suivant « *El Dictamen* » rapporta que « de nombreuses prostituées ont déposé leurs matelas, fauteuils et autres fournitures de location dans la rue avec l'idée de commencer un feu de joie géant » (26). Bien que la police ait réussi à restaurer l'ordre au dernier moment, elle ne put empêcher les nouvelles d'une action collective grandissante contre les propriétaires locaux de se répandre dans la ville. Quelques jours après, les *porteñ@s* (habitantEs de la ville portuaire) entendirent parler de plusieurs autres immeubles dont les locataires s'étaient déclarés en grève et avaient rejoint le syndicat de Proal. À la fin de la première semaine de mars, le journal avait enregistré les protestations des locataires en provenance des *patios* El Perfume, La Hortaliza, El Aserradero, Vallejo, La Providencia, La Josefina, San Bruno, Ni me olvides, Paraíso, Liébanos, la Conchita et 21 de Abril. Bientôt des représentantEs du syndicat des locataires s'était établis dans chacun de ces immeubles et travaillaient à coordonner la grève. À la mi-mars, des milliers de locataires de la ville avaient rejoint le boycott des loyers, avec bien plus d'une centaine de *patios* en grève.

Les femmes prirent une part active dans tous les aspects de la lutte et finalement prirent la direction du Syndicat Révolutionnaire lui-même. Les femmes grévistes s'engagèrent régulièrement dans des « actions directes » anarchistes, maintinrent les comités de grève et grossirent les rangs d'innombrables manifestations qu'elles animaient dans les rues de la ville. Lors de leurs rassemblements nocturnes les manifestantEs dénonçaient celles et ceux qui, à Veracruz, étaient vuEs comme vivant de la « misère de leurs locataires ». Souvent les gens qui faisaient ces assertions étaient les franches femmes anarchistes menée par María Luisa Marín. Armées de sifflets de police elles défiaient les administrateurs d'immeubles, la police et les résidentEs qui étaient hostiles au syndicat. Elles appliquaient également des stratégies d'action directe dans plusieurs des marchés de la ville avec l'espoir de convaincre de se mettre en grève les femmes locales qui travaillaient comme domestiques pour les classes moyennes et supérieures de la ville. Une preuve de leur pratique révolutionnaire peut être clairement vue durant la contestation qui fut organisée par le mouvement ouvrier dans toute la ville à la mi-juin 1922.

Ce mois là des centaines de travailleurs/euses de Veracruz déclenchèrent une grève générale. Tirant profit de la situation, María Luisa et des membres des Femmes Libertaires s'organisèrent pour stopper les ventes de viande au marché de Fabela tout en invitant les travailleurs/euses domestiques à rejoindre leur lutte. Tôt le matin du mardi 13 juin, plusieurs petits groupes se positionnèrent aux entrées du marché dans le but d'empêcher quiconque d'entrer ou de quitter le bâtiment. Comme de plus en plus d'acheteurs/euses commençaient à se rassembler en dehors du marché, les anarchistes furent incapables d'empêcher la foule de passer. Un bruyant échange d'insultes, de cris et de bousculades s'en suivit débouchant sur le départ des militantes vers un autre marché où elles encouragèrent de nouveau les domestiques qui faisaient des courses à s'organiser et à entrer en grève.

Au courant de l'agitation, les officiels de la ville appelèrent Proal et l'avertirent que de tels « scandales » provoqués par ces femmes devaient cesser. Le leader des locataires contesta et soutient les demandes des

militantes en informant les dirigeants municipaux que, vu leurs conditions de travail misérables, cela ne serait pas surprenant que les femmes de ménage et les cuisinières aient en réalité demandé l'aide du syndicat des locataires. Proal ajouta que cela demeurerait le droit de chaque citoyenNE mexicainE de s'organiser, de négocier collectivement et de faire grève quand cela était nécessaire.

Peu après, la police reçut des ordres pour se positionner à proximité de chacun des 2 marchés du jour suivant. Inquiets du fait que les activités des locataires et des travailleurs/euses organisés pouvaient déboucher sur des désordres civils majeurs, les officiels envoyèrent 400 soldats du 27^{ème} régiment du Quartier Général de l'État, situé à Jalapa, pour aider au maintien de la paix. Bientôt les forces fédérales patrouillèrent régulièrement dans la ville. Ayant entendu des rumeurs que des agitatrices, avec le soutien du syndicat des locataires, pouvaient tenter des actions directes, les autorités ordonnèrent à des troupes de renforcer la police stationnée devant les 2 marchés de Fabela. 20 policiers à cheval furent également envoyés pour monter la garde devant le marché aux viandes de la ville.

Le 16 juin, « *El Dictamen* » rapporta que les ouvriers du port avaient décidé de retourner au travail. Beaucoup d'autres, toutefois, dont les boulangers, les employés de restaurant, les barbiers, les tailleurs, de nombreux dockers et travailleurs des terminaux restèrent en grève. À ce moment, les résidents reçurent un télégramme du Président Obregón pressant les travailleurs/euses et les membres du syndicat des locataires de la ville « d'éviter les actes de violence » (30). Clairement, les stratégies de Marín et des autres locataires grévistes avaient provoqué la colère non seulement des édiles municipaux mais aussi celle du président.

Durant les premiers mois de la contestation María Luisa Marín ne fut jamais identifiée par la presse comme faisant partie de la « foule » rassemblée au parc Juárez, marchant dans les rues du port ou tenant des assemblées de comités de grève dans les nombreux immeubles d'habitation de la ville. Puis, après une violente confrontation entre des membres du Syndicat Révolutionnaire des Locataires et les forces fédérales, qui laissa plusieurs morts dans les rues de Veracruz dans la nuit du 5 juillet, María Luisa sortit de l'anonymat pour devenir de plein droit une dynamique dirigeante locale. Accusée d'homicide et de sédition aux côtés de Proal et d'approximativement 90 hommes et 50 femmes, Marín commença ce qui allait finalement être une incarcération de 11 mois au sein de la prison Allende de Veracruz (31)

2 jours après leur arrestation, des locataires grévistes écrivirent directement au Président Obregón en demandant la libération de Proal, Marín et des autres membres du Syndicat Révolutionnaire. En justifiant leur requête, ils/elles affirmaient : « La grève des locataires... a été une bénédiction parce que, ne serait-ce que pour cette raison, elle a alerté les travailleurs/euses sur le fait que derrière les mots et les « postures avancées » des officiels publiques ... il y a un abus de pouvoir... Le « libéralisme révolutionnaire » des officiels gouvernementaux s'est écroulé comme un misérable château de cartes. Et à sa place ils nous ont ostensiblement montré comment ils étaient « amis » du « peuple » en posant le canon d'une arme sur nos gorges. En « respectant le droit des travailleurs à faire grève », ils ont envoyé une force militaire pour protéger les sagouins et garantir les « droits des travailleurs et des industriels ». Nous regrettons le fait que les baïonnettes continuent à soutenir la bourgeoisie du pays alors qu'elle exploite misérablement la sueur de l'indien des campagnes et le sang du prolétariat des villes » (32).

La pétition révélait la frustration et la colère profonde ressentie envers les militaires et les représentants gouvernementaux autant que la nouvelle perspective idéologique critique qui avait alors été assumée par de nombreux/euses résidents de Veracruz. Dénonçant le populisme révolutionnaire des agents d'État, les grévistes inséraient leur frustration dans le cadre de la lutte de classe pour exprimer que le gouvernement mexicain opérait seulement avec les intérêts des élites « bourgeoises » nationales en tête. Comme les anarcho-syndicalistes ailleurs dans les Amériques ou en Europe, les locataires de Veracruz s'identifiaient - au moins sur le papier - comme faisant partie d'un « prolétariat » urbain plus large, placé sur les lignes de front d'une guerre internationale, menée partout par une classe bourgeoise exploiteuse contre les gens du commun. De manière intéressante, leur communication suggérait également une volonté de démontrer une solidarité entre « l'indien » mexicain *campesino* (paysan) et les travailleurs des villes du pays. Tandis que les nouvelles de ce que beaucoup voyaient comme le massacre de citoyenNEs innocents se répandaient dans tout le Mexique, des pétitions de groupes sympathisants exprimèrent également de fortes objections à propos de ce qui s'était produit dans la ville portuaire (33).

Le 10 juillet, des membres du syndicat des locataires consignèrent leur récit de la confrontation sanglante et écrivirent au Ministre de l'Intérieur Plutarco Elías Calles à Mexico. Listant leurs griefs, ils/elles affirmaient que les militaires avaient méconnus « les plus élémentaires principes de justice » (34). Pour

commencer à rectifier cette situation, les locataires demandaient la libération immédiate de Herón Proal, de María Luisa Marín et des autres membres du syndicat des locataires ainsi qu'une enquête complète. Plus d'une centaine de sympathisantEs signèrent la lettre (35). Malgré des efforts incessants appelant à la libération des locataires de Veracruz, ce ne fut cependant pas avant le mois de mai suivant qu'ils/elles furent relâchéEs de la prison Allende. Entre temps, Proal et Marín amenèrent une vivante présence dans la prison en chantant « L'Internationale » et d'autres chansons communistes et en se moquant des responsables de la prison avec leurs bannières noires et rouges.

Un bal rouge et la grève des *tortillas*

Malgré leur incarcération, les 2 leaders des locataires continuèrent à organiser infatigablement depuis l'intérieur de la prison. Là, ils encouragèrent les locataires à protester contre l'équipe de la prison et contre les détenus hostiles. Proal et Marín maintinrent également une défense inspirée de leur idéologie révolutionnaire. Le 18 septembre, par exemple, des locataires obtinrent la permission de tenir ce que des personnes extérieures appelèrent plus tard un « bal rouge ». De manière appropriée l'événement coïncida avec la célébration nationale de l'indépendance du Mexique. D'après « *El Dictamen* », le directeur de la prison Andrés Andrade prêta même aux détenuEs son phonographe pour l'occasion.

Proal et Marín organisèrent la décoration de l'intérieur de la prison avec des bannières rouges et des portraits de dirigeants révolutionnaires russes pour exprimer leur solidarité avec le mouvement communiste international grandissant. Cette soirée là les prisonnierEs se rassemblèrent pour chanter et danser dans le quartier des femmes. Le jour d'après, « *El Dictamen* » rapporta que les locataires avaient célébré le mouvement ouvrier international en chantant de nombreux « hymnes communistes ». Au désespoir de personnes extérieures, ce bal constitua le premier rassemblement « rouge » qui eut lieu dans une prison mexicaine. Pour leur part, les éditeurs d'« *El Dictamen* » dénoncèrent le fait que l'on avait laissé trop de liberté aux locataires en leur permettant de continuer leur travail d'organisation « rouge » (36).

Quelques jours plus tard, María Luisa Marín organisa une cessation du travail parmi les détenues qui faisaient les *tortillas* à la prison pour protester contre la fourniture insuffisante d'eau potable et les mauvais traitements de la part des gardiens. Au début la grève des détenues qui préparaient les *tortillas* sembla unifier les femmes. Bientôt cependant certaines se sentirent désillusionnées par l'effort. Une semaine plus tard, « *El Dictamen* » caractérisait María Luisa comme une « patronne » (*cacique*), suggérant qu'elle avait ordonné aux prisonnierEs de « commettre des abus » à l'intérieur de la prison : « María Luisa Marín, la leader *inquilina* s'est transformée en patronne qui demande à tout le monde de lui répondre. Il y a déjà un groupe de femmes assez important qui ne veut pas coopérer avec son désir de continuer la grève des *tortillas* » (37).

Plus tard dans le mois, plusieurs femmes envoyèrent une lettre au gouverneur Tejeda, disant qu'elles « n'avaient aucun intérêt à prendre part aux altercations dans la prison Allende ». Leur seul souhait, disaient-elles, « était de regagner leur liberté sacrée afin de retourner à leurs maisons et à leurs enfants qui vivaient maintenant dans un inquiétant état d'abandon » (38).

Des désagréments au sein du quartier des femmes explosèrent peu après quand, le 5 octobre, une bataille de 3 heures éclata. D'après un récit, María Luisa avait défié un groupe de prisonnières qui essayaient de briser la grève des *tortillas*. La confrontation atteignit un point culminant quand Marín et celles qui la suivaient, après avoir insulté au début les femmes et des membres de leurs familles qui leurs rendaient visite, puis prirent des bâtons et des pierres pour les attaquer. Durant une période de combat intense, une femme réussit à se faufiler et à demander de l'aide. Bientôt 10 gardiens furent obligés d'intervenir pour restaurer l'ordre. À la suite de quoi, les fonctionnaires mirent María Luisa et 2 autres femmes en confinement spécial durant 15 jours. Le lendemain matin, les prisonnières retournèrent à la fabrication de *tortillas* (39).

Malgré la controverse générée par les locataires au sein de la prison, les organisateurs/rices ouvrierEs maintenaient leur soutien aux locataires emprisonnéEs. Le 11 octobre, un groupe de travailleurs/euses écrivit au Gouverneur Tejeda demandant que Proal et les autres soient relâchéEs. Ils/elles déclaraient qu'un plus long emprisonnement des protestataires « représenterait une grande injustice car beaucoup des locataires ont des enfants en bas âge qui ont besoin d'attention ». Le véritable crime, disait la lettre, était le vol mené à bien « par les propriétaires sans scrupules du port ». Le comité suggérait que le gouverneur

prenne 3 jours pour considérer la question. Si le gouverneur ne faisait pas usage de ses « pouvoirs intelligents » après ce délai, ils/elles avertissaient « qu'il pourrait y avoir des conséquences négatives » (40). Le 23 octobre, le leader ouvrier José Mancisidor écrivit à Tejeda l'informant que le comité prisonniers tentait de continuer à travailler pour la libération de Proal et Marín ainsi que celle « des autres ouvriers et femmes détenuEs à la prison Allende... même si cela signifie lancer une grève générale ». Mancisidor avisa le gouverneur que « si les problèmes sont laissés irrésolus encore quelques temps, les choses ne pourront qu'empirer et devenir possiblement plus dangereuses » (41).

Le conflit au sein de la prison connut encore une escalade à la fin de 1922 et dans les premiers mois de 1923. Avec Proal qui dirigeait le groupe du quartier des hommes, Marín continuait de mener le quartier des femmes. Chaque contingent se plaignait du fait que les fonctionnaires de la prison maltrahaient les locataires. En dehors de la prison, « *El Dictamen* » rappela aux lecteurs/rices la « conduite inappropriée » des locataires et suggéra que Proal, María Luisa et les autres représentaient un élément corrosif dans la société de Veracruz (42).

Les évènements menant à la libération finale de Proal et Marín commencèrent à la mi-janvier 1923 quand un avocat aida les prisonnierEs à écrire et à déposer une pétition demandant leur amnistie politique. Alors que la nouvelle se répandait dans les immeubles d'habitation à propos d'une possible libération, dans quelques temps, des locataires emprisonnéEs, les *porteñ@s* qui avaient de la sympathie pour la cause du syndicat allumèrent des pétards, décorèrent la façade de leurs maisons avec des bannières et organisèrent des bals de réjouissances (43). Alors que l'amnistie pour les militantEs allait devoir attendre, les résidentEs se préparèrent à commémorer le premier anniversaire de leur grève.

Pour l'occasion, les organisateurs/rices imprimèrent une édition spéciale du journal communiste local « *El Frente Unico* ». Écrivant depuis la prison, María Luisa rédigea 2 articles. Le premier, simplement intitulé « Le 5 mars » célébrait « l'idéal du communisme » et la fondation du syndicat des locataires l'année précédente. L'autre exprimait son engagement pour l'émancipation des femmes arguant que « les femmes sont les propriétaires du monde... du fait de leur attention, de leur abnégation sans limites et de leur générosité incroyable ». Elle écrivit que son enthousiasme pour la cause des locataires découlait de son énorme amour de l'humanité et de l'admiration pour Proal qu'elle voyait comme « le libérateur du peuple de Veracruz. J'admire l'homme... et pour lui j'offrirai avec joie ma vie ». Marín terminait avec un appel à ses lecteurs/rices :

« Compagnons, vive l'amour universel !
Hourra pour l'émancipation des femmes !
Vive le communisme !
Vive l'humanité !
Femmes, à la lutte ! » (44)

Son article, bien qu'endossant une notion quelque peu romantique des femmes comme donneuses de soins pleines d'auto-sacrifice, avançait une mixture radicale d'idées communistes et aussi féministes. La revendication de María Luisa concernant l'émancipation des femmes embrassait également des aspects d'un mouvement des femmes naissant en Europe et dans les Amériques à cette époque. Bien qu'elle allait rester en prison pour encore 2 mois, sa contribution à « *El Frente Unico* » la distingua certainement aux yeux du public de Veracruz comme l'une des visionnaires du mouvement. Les éditeurs d'« *El Dictamen* », comme toujours, voyaient les choses différemment. Anticipant une possible amnistie pour les locataires, leurs journalistes commentèrent que le syndicat représentait une « force séditeuse » dans la politique à Veracruz. Avec la libération prochaine de Proal, de Marín et des autres, ils se disaient que le caractère de l'action des locataires ne pouvait que devenir plus « odieux ». (45)

Le 11 mai 1923, quand le Gouverneur Tejeda permit aux locataires de marcher librement, ils/elles marquèrent l'occasion à leur flamboyante manière habituelle. Par groupe de 10, les hommes sortirent en premier, suivis par María Luisa et les autres femmes habillées avec des robes couleur crème et des chapeaux de paille avec des rubans rouges. Alors Proal, avec un groupe de ses *compañeros* les plus intimes, sortit en dernier. Alors que les prisonnierEs faisaient leur sortie, leurs supporters/rices lançaient avec jubilation des pétards, applaudissaient leurs pairs, chantaient et criaient des slogans pour célébrer ce moment. Une fois que les presque 150 locataires furent sortiEs d'Allende, la foule parada le long de plusieurs des principales rues de la ville et termina finalement devant les locaux du syndicat des locataires. Dans un entretien donné peu après avoir quitté la prison, Proal promit que les « activités de

rue » du syndicat allaient continuer comme auparavant. « Nous allons redémarrer nos conférences culturelles en plein air, nos manifestations et nos rassemblements publiques » dit-il aux journalistes « et, bien sûr, notre engagement dans l'action directe » (46).

ÉmeutierEs

Comme l'avait prévu Proal, les événements durant le printemps et l'été de 1923 témoignèrent d'un nouveau niveau de militantisme parmi les membres du syndicat. Dans la ville, le déploiement des tactiques anarchistes fut spécialement controversé. Juste 4 jours après avoir célébré le 1^{er} anniversaire de la confrontation du 6 juillet, par exemple, les protestataires organisèrent des assauts contre 2 pensions de famille où, disaient-ils/elles, les propriétaires espagnols vivaient de la misère de leurs locataires. Bien que pas toujours identifiée par les sources du journal, il est raisonnable de supposer que María Luisa Marín joua probablement un rôle important dans ces actions.

Dans la nuit du 10 juillet 1923, environ 70 locataires, armés de bâtons, de gourdins, de pierres, de couteaux et de quelques armes à feu approchèrent d'abord de l'hôtel San Domingo, propriété de Jesus Castañón. Bientôt ils/elles encerclèrent l'endroit. Avec des bannières rouges, ils/elles formèrent un demi-cercle au milieu de la rue Aquilles Serdan, stoppant le trafic, puis envoyèrent une délégation à l'intérieur pour demander les clés des chambres au propriétaire. « Notre intention, crièrent-ils/elles, est de prendre possession de cette *posada* (une sorte d'auberge) afin de trouver des logements pour nos *compañer@s* et de syndiquer celles et ceux qui y vivent déjà ! Des maisons, nous voulons des maisons et des chambres ! » En réponse, le propriétaire résista brièvement mais n'eut pas d'autre choix que de céder aux demandes des protestataires qui montèrent alors rapidement dans les étages et suspendirent des bannières aux fenêtres qui donnaient sur la rue. Rapidement la police montée arriva juste quand la foule commençait à allumer des pétards pour fêter leur victoire momentanée.

Loin d'être stoppés, les locataires descendirent ensuite la rue vers une autre pension de famille appelée El Cosmopolita, appartenant à Bernardo Francisco Prida. À ce moment, la foule avait grossi jusqu'à atteindre presque une centaine d'hommes et de femmes marchant sous les bannières rouges et noires du syndicat. Arrivant près de la *pension*, ils/elles furent rapidement confrontés à une unité de la police lourdement armée. Néanmoins, certains des protestataires réussirent à entrer dans le second bâtiment et commencèrent à casser des bouteilles, des glaces, des lampes, des meubles et des fenêtres dans le bar du rez-de-chaussée. Quelques unEs commencèrent même à allumer un feu quand un groupe de policiers fit irruption dans leur dos. Finalement la police réussit à disperser la foule mais pas avant que des dégâts considérables aient été fait dans les 2 établissements. Dans la soirée, un groupe de locataires retourna brièvement sur place et cria le terme péjoratif désignant les espagnols (« *gapuchin* ») et « Vive Proal ! » dans les rues (47). Durant les quelques jours qui suivirent, les autorités appréhendèrent un certain nombre de locataires associés au syndicat, y compris les frères de María Luisa, Lucio et Esteban.

Peu après, les locataires et la police s'embrouillèrent de nouveau. Cette fois-ci, des membres du syndicat, dont María Luisa Marín, mirent prétendument à bas un drapeau mexicain déployé par un propriétaire sur le port (48). L'incident eut lieu le 18 juillet, le jour où les mexicainEs commémorent la mort de leur héros national Benito Juárez.. Du fait du manque de respect pour les autorités de la part des grévistes et de leur énorme démonstration de sentiments anti-patriotiques, l'action fut particulièrement controversée.

Même le « *NewYork Times* » trouva convenable de commenter le heurt entre les locataires et la police (49). 3 jours plus tard, un journal de Mexico critiqua fortement les militantEs de Veracruz :

« Les sérieux désordres commis dans le port sans loi, résultant de l'attitude irrespectueuse assumée par les membres du syndicat des locataires contre les autorités, ont obligé ces dernières à chercher des garanties auprès du président. En réponse, le premier magistrat a catégoriquement réprimandé les locataires, déplorant le fait qu'ils/elles ne respectent pas la propriété ou les autorités » (50).

Un échange de télégrammes eut lieu entre les membres du syndicat des locataires et le Président Obregón. Le 18 juillet, le membre du syndicat Marcos Gutiérrez se plaignit que la ville avait été envahie par la police et demanda que le président intervienne pour restaurer les droits des citoyenNEs :

« En ce moment, la police est en train d'envahir la ville avec des armes à feu et des sabres. Nous réclamons des garanties et la liberté immédiate, car déjà plusieurs compatriotes de la ville ont été blessés, battus et emprisonnés » (51).

Indifférent, Obregón exprima seulement sa désapprobation des locataires :

« Le bureau exécutif sous ma direction regrette sincèrement que les directeurs de ce syndicat ne reconnaissent les autorités et les lois que dans les cas où ils recherchent des garanties des premières au nom des dernières, sans reconnaître, à l'inverse, ni les unes ni les autres lorsqu'il leur est demandé de respecter leurs décisions et le droit des autres, garantis par les mêmes lois que vous invoquez sur la base de récits de violations. L'affaire dont il est question sera transmises aux autorités concernées, elles décideront des responsabilités et elles imposeront les sanctions correspondantes » (52).

En soulignant que les locataires voulaient à la fois exprimer leur mépris pour le gouvernement et réclamer des choses basées sur les garanties accordées aux citoyenNEs par l'État, le président montrait peu de sympathie pour les membres du syndicat révolutionnaire. À la fin, les autorités arrêtaient plusieurs militantes dont María Luisa Marín. Quelques jours plus tard, les membres du conseil municipal demandèrent que les troupes militaires soient de nouveau amenées pour soutenir la police locale (53).

Ces 2 incidents, probablement parmi les exemples les plus dramatiques d'action directe menée par les locataires, choquèrent les habitantEs « respectables » de Veracruz. Dans les mois qui suivirent, des appels en faveur d'une intervention fédérale pour « protéger la ville » et « rétablir la loi et l'ordre » furent lancés par des officiels qui voyaient les locataires querelleurs/euses comme une puissante force sociale. En décembre de cette année là, le président récemment élu Plutarco Elías Calles utilisa une escarmouche entre des factions rivales du mouvement des locataires comme prétexte à une intervention fédérale. Rapidement il appela à l'arrestation et à l'emprisonnement, une nouvelle fois, de Herón Proal à la mi-décembre 1924. À la place de celui-ci, María Luisa Marín assumait la position de secrétaire général du Syndicat Révolutionnaire des Locataires.

Madame la Secrétaire

Après avoir assumé la direction du Syndicat Révolutionnaire à la fin de 1924, María Luisa intensifia son appel au public. Une des premières choses qu'elle fit comme Secrétaire Général fut de publier un appel passionné aux habitantEs de Veracruz les pressant de demander la libération de Proal et de « s'unir contre les exploités du monde » :

« Nous ferons ce que nous pourrons, ainsi nos enfants ne nous dénonceront pas comme traîtres et lâches... Nous prouverons qu'avec ou sans Proal, les locataires de Veracruz (*pueblo inquilino*) défendront leurs droits. À la vue du danger qui nous menace maintenant, nous lançons un appel urgent au peuple. N'attendez pas que les puissants vous aident... Ils n'apprécieront jamais la dignité et la valeur de notre solidarité qui triomphera un jour. L'heure suprême de notre peuple est arrivée. Peuple de Veracruz, réveille-toi et rejoins la lutte » (54).

Avec Proal en prison, Marín argumentait que la « lutte » requérait que les hommes et les femmes de Veracruz réaffirment leur engagement en faveur de l'idéal d'une municipalité indépendante et égalitaire. Pour María Luisa, « l'heure suprême » était arrivée. Comme elle le voyait, les yeux des générations futures étaient sur eux/elles.

Pendant ce temps, María Luisa coordonnait les efforts pour demander aux fonctionnaires fédéraux la libération de Proal. Cela incluait des lettres au Président Calles ainsi qu'une pétition envoyée à la mi-janvier 1925 à la cour suprême mexicaine et qui fut signée par près de 200 femmes (55). En plus de travailler à assurer la liberté de Proal, Marín continua à organiser des manifestations régulières, des pétitions aux officiels d'État et des actions directes tout en faisant des plans pour commémorer le 3^{ème} anniversaire de la fondation du syndicat des locataires de Veracruz.

Le 5 février 1925, María Luisa Marín chargea les locataires de décorer leurs *patios* avec des bannières rouges pour montrer leur engagement dans la grève des locataires qui se poursuivait. De nombreux/ses locataires, dont les résidentEs des immeubles El Obrero, Tanitos et La Malinche, organisèrent bientôt des affichages colorés. Exprimant leur loyauté aux leaders des locataires, les résidentEs suspendirent 2 grandes banderoles rouges depuis le toit de la maison de Proal au 33 de la rue Arista. Des enthousiastes décorèrent également le Quartier général du syndicat sur la rue Landero y Cos. Plus tard dans l'après-midi, Marín et d'autres leaders parlèrent à la foule rassemblée devant l'Hôtel *Diligencias* qui faisait face au parc principal de la ville. Après avoir demandé la libération de Proal, María Luisa se lança dans un discours attaquant les détenteurs/rices de la propriété. Beaucoup de femmes, qui constituaient la majorité des personnes assemblées, portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Les Femmes du port luttent pour le progrès », « Au nom de l'humanité, nous demandons la libération de Proal », « Les

femmes du port protestent contre l'injuste incarcération du *compañero* Proal et les femmes prolétariennes feront la révolution sociale ».

Après le rassemblement, accompagnéEs par nombre d'enfants jouant du tambourin et faisant tinter des boîtes de conserves, María Luisa mena un groupe de manifestantEs vers les bureaux proches d'« *El Dictamen* ». Ignorant les ordres de dispersion donnés par la police, les protestataires continuèrent à grouiller devant. La police, énervée par l'apparent manque de respect des locataires pour la loi, fendit alors la foule. Une panique générale s'en suivit. Alors que certainEs trouvaient refuge près de la *cantina Blanco y Negro*, les autorités se rapprochèrent. Voyant la police arriver, quelqu'un lança une pierre qui toucha un des officiers à l'épaule. Des cris, des coups de pistolet et un énorme vacarme s'en suivirent avant que la police ne prenne le dessus. En réponse, les autorités municipales ordonnèrent des patrouilles dans la ville et la surveillance rapprochée des activités des locataires afin de prévenir de nouvelles perturbations (56).

Le jour suivant, « *El Dictamen* » commenta la récente ascension de María Luisa Marín à la direction du syndicat des locataires. Comme d'habitude, ils essayèrent de discréditer la manière dont les grévistes avaient présenté leurs revendications en caractérisant la protestation comme étant virtuellement un règne de terreur imposé par une plèbe sans loi. En cette occasion particulière, ils mirent également en doute l'indépendance et l'intégrité de la dirigeante des locataires en l'appelant simplement « sa femme » :

« Herón Proal a envoyé sa femme, María Luisa Marín, pour prendre sa place. Depuis lors Marín a apporté de nouvelles énergies et enthousiasmes à la cause des locataires. Avec une égale vigueur, elle a dirigé les affaires du syndicat et, comme par le passé, collecté des cotisations qui ont fait de la contestation une si prospère entreprise à certains moments. María Luisa, comme Proal l'a dit, est une femme « intelligente » et n'importe qui passant un peu de temps ici sera au courant de ses activités : agitation dans les *patios*, commentaires agressifs contre les autorités, pétards et tout un large échantillon d'autres choses qui culminent habituellement dans les tumultueuses manifestations publiques qui sont maintenant bien connues et remémorées avec horreur par les habitantEs de cette ville, qui en ont longtemps souffert » (57).

Échouant à illustrer un seul des « commentaires agressifs » de María Luisa, les éditeurs d'« *El Dictamen* » essayaient de persuader le public de Veracruz de voir uniquement en elle une menace pour la société. Sans être découragées, elle et les membres des Femmes Libertaires coordonnaient la plupart des manifestations, actions directes et relations publiques quotidiennes du syndicat des locataires. Comme María Luisa continuait à agiter localement tout en faisant pression sur les officiels pour la libération de Proal au début de 1925, ses efforts menèrent bientôt, au printemps de cette année, à l'épreuve de force finale avec les hostiles élites locales (58).

Le 1^{er} avril 1925, des déléguéEs de nombreuses organisations ouvrières, sous les auspices de la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine (*Confederación Regional Obrera Mexicana*, CROM), se rencontrèrent à Veracruz pour tenter de trouver une conclusion à la lutte sur le logement. Mécontente de ces procédés à cause de leur refus de reconnaître le Syndicat Révolutionnaire des Locataires, María Luisa Marín et plusieurs de ses partisanEs tentèrent de bloquer l'ouverture de la convention en barricadant l'entrée du local syndical des dockers. Incapables de stopper la rencontre, ils/elles entrèrent dans la salle, interrompant les procédures en insultant les orateurs, en criant « Mort aux exploiters du peuple » et, comme toujours, « Vive Proal ! ». Plus tard dans la nuit, les militantEs assemblés devant le Quartier Général du syndicat des locataires exprimèrent leur désir de voir la grève des loyers continuer. Puis, après que les locataires aient manifesté dans les rues pendant un moment, la police fit mouvement pour disperser le rassemblement. À la fin de la soirée, 13 affiliéEs à l'organisation de Marín avaient été arrêtéEs.

Le jour suivant, les autorités accusèrent formellement María Luisa d'avoir tenté d'incendier un local syndical. Ce matin là, 25 policiers se rassemblèrent pour l'interpeller et la mettre en garde à vue. Parlant avec un groupe rassemblé devant le local du syndicat des locataires, ils ne purent recueillir d'informations sur la localisation de la dirigeante des locataires. Quelques heures plus tard, María Luisa fut aperçue marchant dans les rues avec quelques autres membres du syndicat, en vue d'appeler à un meeting public. Comme plusieurs locataires se rassemblaient autour d'elle, elle leur demanda de ne pas abandonner la grève à cause de l'hostilité des dirigeants syndicaux qui avaient « trahis la cause du prolétariat ». Tandis qu'elle continuait, la police se rapprocha progressivement pour l'arrêter. Racontant à l'audience que « le gouvernement avait oublié ses responsabilités envers le peuple et s'était vendu à la bourgeoisie », elle

courut dans le Quartier général du syndicat à la dernière minute pour éviter la police. Quelques minutes de bousculades s'en suivirent dans la rue, laissant un policier et plusieurs locataires blessés. Durant l'échauffourée, María Luisa réussit à s'échapper.

3 jours plus tard, la police la plaça en garde à vue (59). Des magistrats accusèrent María Luisa de sédition. Elle nia les accusations. Tandis que les autorités laissaient finalement tomber l'affaire, elles avaient néanmoins commencé à voir María Luisa comme un dangereux et incontrôlable élément de la scène politique de Veracruz. Si elles voulaient rétablir la loi et l'ordre, son influence devait être neutralisée.

Quelques semaines plus tard, les autorités relâchèrent Herón Proal de prison... Durant le reste de l'année, il retourna à Veracruz et continua à organiser l'agitation. Cependant, le 12 janvier 1926, le vétéran et leader anarchiste fut arrêté une nouvelle fois dans sa maison de la rue Arista. Emmené devant un juge local, il fut accusé d'avoir refusé d'obéir à une précédente décision de justice qui ordonnait aux locataires d'enlever les bannières rouges du syndicat des portes et fenêtres de leurs habitations (60). Des ordres envoyés de Mexico demandaient maintenant que Proal soit expulsé de l'État. Le jour suivant, des officiels locaux prévinrent María Luisa Marín d'éviter toute action tentant d'interférer dans les procédures contre Proal (61). À ce moment il devint clair que les représentants de la *Confederación Regional Obrera Mexicana* et les fonctionnaires d'État avaient préparé un plan pour marginaliser la menace représentée par Proal, Marín et tous les autres membres du Syndicat Révolutionnaire des Locataires.

Lorsque Proal s'embarqua dans un bateau à vapeur à destination de Frontera, dans l'État de Tabasco, le 14 janvier 1926, des officiels de la ville remirent un ultimatum à María Luisa Marín : cesser l'agitation dans les immeubles d'habitation et aider à trouver une conclusion à la grève ou être elle-même expulsée de l'État (62). À 4 heures de l'après-midi, accompagnée par un groupe de femmes du syndicat, María Luisa alla à la municipalité. Là bas, le membre du conseil municipal chargé de mettre fin au mouvement de grève des locataires rencontra la dirigeante des locataires. Les officiels exigèrent qu'elle et un autre groupe rival unissent leurs forces avec celles des organisations syndicales de la ville pour en finir avec la grève. Toujours méfiante envers les autorités, María Luisa déclara aux fonctionnaires municipaux qu'elle n'accepterait jamais de dissoudre le syndicat des locataires. Marín fut alors averti que si elle ne renonçait pas à son poste dans les 48 heures, elle serait arrêtée et finalement expulsée de Veracruz. Si ces partisanEs refusaient « d'enlever les étoiles rouges peintes sur les portes et fenêtres de leurs habitations », elle fut prévenue « qu'ils/elles seraient également arrêtés et envoyés en prison » (63).

Le jour suivant, María Luisa envoya une injonction contre le Président Calles, le maire et le chef de la police de Veracruz en une tentative de bloquer son arrestation et sa possible expulsion de l'État. Ayant reçu cette requête, un juge local suspendit les accusations contre Marín jusqu'à ce qu'une décision de justice puisse être prise. Croyant que la dirigeante des locataires tentait de reprendre sa campagne d'agitation, la police arrêta de nouveau María Luisa le 28 janvier 1926 (64). Les officiels de la municipalité informèrent le public le jour suivant que l'agitatrice impénitente avait le choix entre rester en prison ou quitter Veracruz et aller à Mexico. Après avoir entendu cet ultimatum, elle déclara aux officiels qu'elle quitterait la ville le lundi, après avoir pris le temps de vendre quelques uns de ses biens. Lui souhaitant bonne chance alors qu'elle partait, les membres du syndicat des locataires assurèrent María Luisa qu'ils/elles continueraient leur lutte jusqu'à ce qu'un accord acceptable puisse être trouvé avec les propriétaires (65).

Bien que María Luisa Marín soit retournée 2 ans plus tard à Veracruz, elle ne regagna jamais le degré d'influence politique dont elle avait bénéficié durant les premières années de la grève (66). Tandis qu'à Veracruz les locataires furent progressivement obligés de signer de nouveaux contrats avec les propriétaires, le pouvoir du syndicat révolutionnaire déclina. Au moment où Marín rejoignit ses collègues militantEs, la politique populaire urbaine au Mexique était beaucoup plus strictement contrôlée par le gouvernement national qu'elle ne l'avait été au début des années 1920 (67).

La carrière de María Luisa Marín marqua le début et la fin du mouvement radical des locataires au Mexique. Son travail comme organisatrice populaire témoigne d'une énorme force de caractère et d'engagement en faveur de la justice sociale. Encouragée par les idéaux de démocratie exprimés dans les discours officiels de la Révolution, elle demanda des changements radicaux dans la nature de la société mexicaine. Inspirée par la rhétorique du communisme international et par les premières campagnes pour l'émancipation des femmes, Marín se dédia généreusement à l'amélioration de la vie quotidienne des résidentEs ouvrierEs de Veracruz. Malgré son usage, parfois un peu trop zélé, des tactiques d'action

directe, María Luisa ne manqua jamais d'insister sur le fait que les propriétaires et les officiels de la municipalité devaient prendre en compte les mauvaises conditions de logement dans lesquelles beaucoup d'habitants de la ville portuaire étaient forcés de vivre et faire quelque chose pour eux/elles. Bien que sa vision utopique d'une humanité émancipée, qu'elle partageait avec les autres locataires protestataires, ne fut jamais atteinte, l'adhésion passionnée de María Luisa Marín au mouvement des locataires au Mexique représente un puissant exemple d'engagement d'une femme en faveur des objectifs de la justice sociale.

NOTES :

1) L'auteur souhaite remercier David Sweet pour ses commentaires sur une version antérieure de cet essai et aussi les lecteurs anonymes de la revue *A Contracorriente* qui ont fait des suggestions. Une bourse généreuse de Dean Tom Benediktson ainsi que du bureau des Recherches et du Département d'histoire de l'Université de Tulsa ont rendu possible des voyages réguliers à Veracruz entre 2000 et 2005.

2) Sur Tejeda voir Andrew Grant Wood, « *Adalberto Tejeda: Radicalism and Reaction in Revolutionary Veracruz* » in « *Governors of the Mexican Revolution* » Éditions Jürgen Buchenau et William H. Beezley.

3) Andrew Grant Wood: « *Revolution in The Street : Women, Workers and Urban Protest in Veracruz, 1870-1927* ». (Wilmington, DE: Scholarly Resources Inc., 2001). Pour une histoire plus précoce de la grève des locataires de Veracruz voir: Octavio García Mundo, « *El movimiento inquilinario de Veracruz, 1922* ». (Mexico, Septentent. 1976). Une discussion sur le mouvement par l'un de ses principaux participants peut être trouvée dans : « *Arturo Bolio Trejo, La rebelión de mujeres : Version historica de la revolución inquilinaria de Veracruz* ». (Veracruz : Éditions « Kada » 1959). Voir aussi le travail d'Erica Berra-Stoppa comparant les grèves de Veracruz et de Mexico : « *Estoy en huelga y no pago renta!* » in « *Habitacion* », vol 1, no. 1, (Janvier-Mars 1981), p. 35. Sur la lutte des loyers à Mexico voir : Paco Ignacio Taibo II, « *Bolsheviks : historia narrativa de los orígenes del comunismo en Mexico, 1919-1925* ». (Mexico City: Éditions Joaquín Mortiz, 1986), pp. 155-197. Sur la grève à Guadalajara voir : Jaime Tamayo, « *El Sindicato Revolucionario de Inquilinos y la huelga de rentas de 1922* », in « *Jalisco desde la revolución* », vol. IV. (« *Los movimientos sociales, 1917-1929* »). (Guadalajara : Estado de Jalisco/Universidad de Guadalajara, 1988), pp. 129-140 et Jorge Durand Arp-Nisen, « *El movimiento inquilinario de Guadalajara, 1922* » in « *Encuentro* », 1983. pp. 7-28.

Pour une discussion sur les politiques populaires à Veracruz durant les années 1920 voir : Olivia Domínguez Pérez, « *Política y movimientos sociales en el tejedismo* ». (Jalapa: Universidad Veracruzana, 1986). Sur le mouvement paysan évoqué dans l'État de Veracruz voir : Heather Fowler Salamini, « *Agrarian Radicalism in Veracruz, 1920-1938* ». (Lincoln : University of Nebraska Press, 1971) et Romana Falcón, « *El agrarismo en Veracruz: La etapa radical, 1928-1935* ». (Mexico City : Colegio de Mexico, 1977). Pour une belle histoire photographique de la ville de Veracruz voir : Bernardo García Díaz, « *El Puerto de Veracruz* ». (Jalapa, Universidad Veracruzana, 1992). Un roman qui évoque la grève des loyers, celui de José Mancisidor « *La ciudad roja: Novela proletaria* ». (Jalapa: Éditions Integrales, 1932). En plus de ma « *Revolution in the Street* » voir un autre travail récent incluant une étude du syndicalisme et de la politique dans la partie centrale de l'État de Veracruz par Benedikt Behrens, « *Ein laboratorium der revolution: Stadtische soziale Bewegungen und radikale reformpolitik im mexikanischen bundesstaat Veracruz, 1918-1932* ». (Bern and Berlin : Peter Lang, 2002), spécialement pp. 282-318 et Rogelio de la Mora V. « *Sociedad en crisis: Veracruz 1922* ». Xalapa : Universidad Veracruzana, 2002.

4) Arturo Bolio Trejo, « *Rebelión de mujeres: version historica de la revolución inquilinaria de Veracruz* ». (Veracruz : Éditions « Kada » 1959).

- 5) Le terme « libertaire » était à l'époque relié de manière très proche aux idéaux anarchistes.
- 6) Nevin Winter, *Mexico and Her People Today*. (Boston: 1907). Cité in John Lear, « Mexico City: Space and Class in the Porfirian Capital, 1884-1910 » in « *Journal of Urban History* », vol. 22, n° 4 (Mai 1996), p. 455.
- 7) José Luis Lezama, « Mexico » in « *Latin American Urbanization: Historical Profiles of Major Cities* ». (Westport : Greenwood Press, 1994), p. 393. Sur ce processus voir ailleurs : David Harvey, « Paris, 1850-1870 » in « *Consciousness and the urban experience: studies in the history and theory of capitalist urbanization* ». (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1985).
- 8) Pour une vue générale de la ville de Mexico Peter Ward, « The Production and Reproduction of an Urban Environment ». (Londres : Belhaven Press, 1990), Martha Scheingart, « Los productores del espacio habitable: estado, empresora y sociedad en la Ciudad de México ». (Mexico : El Colegio de México, 1989) et Michael Johns, « Mexico City in The Age of Díaz ». (Austin : University of Texas Press, 1997).
- 9) María Dolores Morales, « La expansion de la Ciudad de México en el siglo XIX: el caso de los Fraccionamientos » in Alejandra Moreno Toscano (éd.), « Ciudad de México: ensayo de construccion de una historia » (Mexico : I.N.A.H., 1978), pp. 189-200.
- 10) Gisela von Wobeser, « La vivienda de nivel socioeconómico bajo en la Ciudad de México entre 1750-1850 ». Papier présenté au 9ème Meeting des Historiens Canadiens, Mexicains et Américains à Mexico, 27-29 octobre 1994.
- 11) Rodney Anderson, « Outcasts in Their Own Land: Mexican Industrial Workers, 1906-1911 » (Dekalb : Northern Illinois Press, 1976), pp. 43-4.
- 12) Cité in Lear p. 477.
- 13) Cité in Ignacio Taibo II, « Inquilinos del D.F... » pp. 103-6. Ignacio Taibo II offre une description détaillée de plusieurs habitations basée sur le rapport de 1920.
- 14) Lezama, « Mexico », pp. 363-4.
- 15) John Walton, « Guadalajara: Creating The Divided City » in Wayne Cornelius et Robert Kemper (éditeurs) « Latin American Urban Research Volume 6, Metropolitan Change in Latin America: The Challenge and The Response ». (Beverly Hills : Sage Publications, 1978) p 33.
- 16) Des statues en bronze de l'homme d'affaires et ingénieur anglais Weetman Pearson, de Porfirio Díaz et de plusieurs ouvriers qui terminèrent peu auparavant les travaux du front de mer apparurent sur la digue (*malecón*) de Veracruz.
- 17) « Los patios de vecindad 'en su tinta' », « El Dictamen », 4 Novembre 1920.
- 18) « Los patios de vecindad y el departamento de ingeniería sanitaria », « El Dictamen », 5 Novembre 1920.
- 19) Ibid.
- 20) Berra-Stoppa, p. 37. Pour des données sur le logement ouvrier et le coût de la vie à Mexico voir : « El trabajo de sastrería y sus asimilares en México D.F.; labor a domicilio », in « Boletín mensual del departamento del trabajo », Janvier 1922 et « Higiene de la habitación; la habitación obrera en México, D.F. », in « Boletín mensual... », Février 1922.

21) Berra-Stoppa, « Estoy en huelga... » p. 37. L'historien Robert Quirk note que durant l'invasion nord-américaine, « le plus épineux problème rencontré par le département légal fut celui des conflits de location. Durant la période d'anarchie qui accompagna les révolutions contre Diaz et Madero et désormais contre Huerta, beaucoup des locataires mexicains ont retardé aussi longtemps que possible le paiement de leurs loyers et ils/elles ont maintenant des mois ou même des années d'arriérés. Près de 6000 cas de non-paiement de loyer furent présentés devant les tribunaux américains informelles ». Robert Quirk, « *An Affair of Honor: Woodrow Wilson and the Occupation of Veracruz* » (New York : Norton Press, 1967), p. 142.

22) Ibid.

23) « Son muy altas las rentas de casas », « El Universal », 1^{er} Août 1920. Pour des données sur le logement ouvrier et le coût de la vie à Mexico, voir les nombreux rapports dans le « Boletín mensual del departamento del trabajo ». Janvier-Décembre 1922.

24) « Las ultimas huelgas en el puerto de Veracruz », « Boletín mensual del departamento del trabajo », Juin 1922. pp. 81-82. AGN, branche Travail, boîte 502, exp. 1.

25) « El Dictamen », 28 Février 1922.

26) Ibid., 7 Mars 1922

27) Ibid., 8-9 Mars 1922.

28) Ibid., 14 Juin 1922.

29) Ibid., 16 Juin 1922.

30) Ibid.

31) Ibid., 7 Juillet 1922.

32) Pétition signée par approximativement 190 résidentEs (don't beaucoup de femmes) des *patios* San Francisco et Consuelo et envoyée à Obregón, le 8 juillet 1922. Archivo General de la Nacion, Mexico City (AGN), gobernación, vol. 24, dossier 107. Une note attachée au dos de la pétition déclare « qu'il y a beaucoup d'autres gens d'autres *vecindades* qui aimeraient signer mais sont effrayés ».

33) Voir des exemples in AGN, gobernación, boîte 26, C.2.51. 258.

34) Lettre du Syndicat Révolutionnaire à Calles, 10 Juillet 1922. AGN, gobernación, vol. 24, dossier 107.

35) Ibid.

36) « El Dictamen », 18 Septembre 1922.

37) Ibid., 27 Septembre 1922.

38) Concepción Pérez et plus de 20 autres personnes à Tejada, 29 Septembre 1922. Archivo General del Estado de Veracruz, Jalapa, Veracruz (AGEV), gobernación, 1922.

39) « El Dictamen », 6-7 Octobre 1922.

- 40) El Comité Pro-presos à Tejada, 11 Octobre 1922. AGEV, gobernación, 1922.
- 41) José Mancisidor à Tejada, 23 Octobre 1922. AGEV, Archivo Tejada volume 68.
- 42) « El Dictamen », Novembre-Décembre 1922.
- 43) Ibid., 16 Janvier 1923.
- 44) « El Frente Unico », 5 Mars 1923.
- 45) « El Dictamen », 17 Janvier 1923.
- 46) Ibid., 12 Mai 1922.
- 47) Ibid., 11 Juillet 1922.
- 48) Ibid., 18 Juillet 1923.
- 49) « New York Times », 20 Juillet 1923.
- 50) « El Demócrata », 23 Juillet 1923. Cité in Summerlin to Secretary of State, 27 Juillet 1923. Records of the United States Department of State (RDS), reel 161.
- 51) Marcos Gutiérrez à Obregón, 18 Juillet 1922. RDS, reel 161.
- 52) Obregón à Gutiérrez, 19 Juillet 1923. Ibid.
- 53) « El Dictamen », 18 Juillet 1923. Des événements reliés à l'incident continuèrent à se produire durant le reste du mois. Voir 23, 27 et 28 Juillet 1923.
- 54) « Boletín del Sindicato Revolucionario de Inquilinos », 24 Décembre 1924. AGN, gobernación, C-28.
- 55) Lettre de María Luisa Marín à Calles, 25 Décembre 1924. Pétition de la Fédération des Femmes Libertaires au Président du Tribunal Supérieur de La Justice de La Nation, 14 Janvier 1925. AGN, Justicia, 2019-9, 1925.
- 56) « El Dictamen », 6 Février 1925.
- 57) Ibid., 7 Février 1925.
- 58) Voir, par exemple, plusieurs communications de María Luisa Marín à Calles, Février 1925. AGN, gobernación, C-28, 1925.
- 59) « El Dictamen », April 1-3, 1925.
- 60) Ibid., 13 Janvier 1926
- 61) Ibid., 14 Janvier 1926.
- 62) Au Tabasco, le gouverneur Tomás Garrido Canabal refusa de laisser Proal entrer dans l'État. Le 24 Janvier, des fonctionnaires l'installèrent dans la prison de Santiago Tlatelolco à Mexico.

63) « El Dictamen », 15 Janvier 1926.

64) Ibid., 28 Janvier 1926.

65) Ibid., 1er Février 1926. Après le départ de Marín, Inés Terán devint Secrétaire Général du Syndicat.

66) L'historien Mario Gill écrit que Proal « abandonna » María Luisa et se maria avec une femme nommée Lola Muñoz dès que son influence politique eut décliné. Mario Gill, « Veracruz : revolución y extremismo », in « Historia Mexicana », vol. 2, N°4 (Avril-Juillet 1953) p. 626.

67) Bien que les détails ne soient pas clairs, les lettres écrites par les résidentEs des quartiers *22 de Marzo* et *Colonia Vicente Guerrero* au gouverneur en Novembre 1928 se plaignant de María Luisa suggèrent qu'elle n'était plus la bienvenue. Voir : communication à Obregón de l'Union Coopérative des *Colonias Obreras 22 de Marzo* et *Colonia Vicente Guerrero*, 21 Octobre 1928. Le Gouverneur Rodríguez reçut une lettre similaire de la part de résidentEs du port concernant María Luisa le 7 Novembre 1928. AGN, Obregón/Calles 802-v-58.

NOTE SUR L'AUTEUR :

Andrew Grant Wood est professeur associé d'Histoire à l'université de Tulsa. Il est l'auteur de nombreux articles sur le Mexique en général et la région de Veracruz en particulier. Sur le mouvement des locataires à Veracruz, il a également écrit : « Make the social revolution » : female participation in the Veracruz rent strike, 1922-1927. (in « The women's revolution in Mexico, 1910-1953 », sous la direction de Stephanie Mitchell et Patience A. Schell, Rowman & Littlefield publishers Inc., USA, 2007).